

# Le Républicain Essonne s'intéresse à Villiers-sur-Orge

Dans son édition du Jeudi 27 septembre 2018, **le Républicain Essonne** a publié un article sur Villiers-sur-Orge intitulé « **L'association qui veut faire tomber le maire** » .

Un journaliste est venu s'aventurer dans notre petit monde reculé pour interviewer Mme Le Maire, deux représentants de notre association l'ACPV et un membre du syndicat des agents de la municipalité. Cette démarche faisait suite à la publication de notre lettre ouverte : [Madame Le Maire, démissionnez. S'il vous plaît.](#)

Comme il s'agissait d'une grande première, c'est avec une certaine perplexité, voire un peu de méfiance que nous en attendions la parution. Finalement, non seulement l'article a bien été publié, ce qui n'était pas forcément acquis, mais son contenu, certes très court, est bien équilibré, plutôt impartial et de bonne foi. Au-delà de l'accroche du titre, son grand mérite est de souligner, en dernière colonne, un des principaux sujets de fond, à savoir la « situation compliquée des agents municipaux » (et l'audit dont l'enterrement a été annoncé par Mme Le Maire lors du dernier CM). Pour un premier coup de projecteur sur ce qui se passe à Villiers, saluons donc la démarche de ce média et de son journaliste.

Quelques points doivent cependant être précisés.

Passons rapidement sur les « raisons personnelles » à l'origine, selon Mme Le Maire, du départ groupé de ses 3 principaux adjoints; il faut être collectionneur de coïncidences pour donner un crédit quelconque à cette affirmation qui frôle l'insulte à notre intelligence de lecteur moyen.

Passons également sur la question posée par Mme Le Maire en fin d'article : « *Monsieur Moreau n'est qu'un agitateur... Il semble avoir une grande idée en tête... prendre ma place?* »

Et pourquoi pas ?! Vu le bilan de Mme Le Maire, n'importe quel(le) Villiérais(e) peut légitimement se dire : si j'étais maire à la place du maire, difficile de faire pire!

Non, plus sérieusement, il suffit de (re)lire notre dernière lettre ouverte (« [Mesdames et Messieurs les Conseillers, démissionnez.](#) ») pour comprendre que notre souhait n'est pas de constituer une liste pour des élections anticipées, ni même de revendiquer, pour les membres de notre association, de quelconques postes à responsabilités. Nous appelons simplement les conseillers actuels à s'engager dans un '**groupe d'unité locale**' pour reprendre collectivement la barre et éviter le naufrage. Voilà ce que nous souhaitons. **Nous faisons confiance aux élus actuels** - élus de la République, avec toute la charge symbolique et effective que cela représente; de l'opposition comme de la majorité - pour provoquer cette initiative responsable, indispensable et urgente dans l'intérêt de la commune.

Par conséquent, que Mme Le Maire se rassure, il n'est pas question, pour notre association, d'entreprendre une campagne pour la conquête de la précieuse place qu'elle occupe avec suffisance et obstination. Madame, votre complet isolement, votre aveuglement, votre hubris, votre déni de réalité vous ont claquemurée dans le donjon qu'est devenue la mairie de Villiers. Vous y exercez un pouvoir omniscient, sclérosé et d'une totale inefficacité. Votre légitimité d'élue n'est plus de mise puisque l'équipe choisie à vos côtés par les Villiérais, n'est plus là (« pour raisons personnelles ») et surtout parce que votre incapacité à régler les problèmes de gestion de la commune est maintenant avérée tant au niveau des finances que de la relation avec les employés de la municipalité, pour ne citer que ces deux sujets.

Mesdames et Messieurs les conseillers, les flagrants délits des échecs de la direction de la commune

se sont succédés. Cette accumulation, cette glissade a besoin d'être stoppée. Alors faut-il attendre encore presque 2 ans pour cela ? Quelle faute supplémentaire devrait être commise pour provoquer, enfin, une démission du conseil ? La limite n'a-t-elle pas été franchie depuis longtemps ? Des tractations sont en cours, c'est certain mais où en êtes-vous ?

\*

De ce moment médiatique 'Républicain', le premier du genre à notre connaissance, on peut retenir et constater que la pression est montée encore d'un cran. Mme Le Maire, elle-même, malgré sa cécité devrait commencer à le ressentir.

Mais pour finir, exprimons une réserve vis-à-vis de cet article : il ne rend pas assez compte du caractère urgent de la situation. Le lecteur peut rester sur l'impression d'une querelle un peu ridicule, mineure, entre une association (microscopique et 'agitée') et un maire (folklorique à la King Jong-un), une querelle réduite à deux personnes. Non, il faudrait que le journaliste puisse revenir sur place et interroger les personnes qui sont directement impactées par le dictat de Mme Le Maire, à commencer par les employés eux-mêmes qui, au quotidien, depuis 4 années, voient leurs conditions de travail continûment dégradées, mais aussi les Villiérais eux-mêmes, désabusés, désintéressés, tenus à l'écart de tout, contraints de constater les dégâts. En silence.

Philippe Moreau

ACPV, Alternative Citoyenne Pour Villiers

24 - Jeudi 27 septembre 2018 **Cœur d'Essonne Agglomération** www.le-republicain.fr

VILLIERS-SUR-ORGE

## L'association qui veut faire tomber le maire

**Vos contacts**  
(Brétigny-sur-Orge, Fleury-Mérogis, Le Plessis-Pâté, Leville-sur-Orge, Longpont-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Sainte-Genève-des-Bois, Villemaison-sur-Orge, Villiers-sur-Orge)  
Maryne Vialette - Journaliste ☎ 01.69.36.57.01 ✉ m.vialette@le-republicain.fr  
Mélina Fritsch - Journaliste ☎ 01.69.36.57.09 ✉ m.fritsch@le-republicain.fr  
Robin Lange - Journaliste ☎ 01.69.36.57.97 ✉ r.lange@le-republicain.fr  
Sylvain Riollet - Journaliste ☎ 01.69.36.57.95 ✉ s.riollet@le-republicain.fr  
Thibault Le Vot - Journaliste ☎ 01.69.36.57.96 ✉ t.levot@le-republicain.fr  
Correspondants : Daniel Carric, Roland Cotton, Anne-Sophie Kraczkowski, Jean-Pierre Lenignac, Philippe Fidiéremont, Denis Reynaud, Fleury Vuodiambo.

**Vos contacts**  
(Apojon, Arainville, Breuillet, Bravères-le-Châtel, Chacotainville, Ealy.

*L'association Alternative citoyenne pour Villiers a fait savoir à travers une lettre ouverte son désir de voir le maire de la commune démissionner.*

**« Madame, le maire, démissionnez. »** C'est par cette phrase sybilline que débute la lettre diffusée sur son site Internet par Philippe Moreau, président de l'association Alternative citoyenne pour Villiers. En cause selon lui, l'incapacité de Thérèse Leroux, maire de la commune, à faire face, seule, à tous les besoins de Villiers-sur-Orge, à l'heure où plusieurs de ses adjoints ont démissionné de leur poste. « Il ne s'agit même pas d'une bagarre

politicienne, mais d'un conflit d'égo, affirme-t-il. Depuis le départ de ses trois adjoints majeurs (ndlr : démissions entérinées lors du conseil municipal du 5 juillet), le constat est clair : elle ne peut pas gérer toute la mairie par elle-même, ce qu'elle semble pourtant disposée à faire. » Une situation qui ne met pas l'avenir de la commune en péril, indique l'édile : « Bien que je regrette le départ de trois adjoints, pour raisons personnelles, les projets de la ville continuent à avancer, avec notamment l'installation d'une résidence pour personnes âgées qui a valu une révision du PLU. Je crois surtout que Monsieur Moreau déplore la faible par-



**L'ensemble des conseils municipaux sont à présent enregistrés.**

ticipation des citoyens lors des conseils municipaux, constat pour lequel je n'y suis pour rien. » En effet, rares sont les Villiérais présents lors des séances publiques. Ce qui a amené le président de l'ACPV à une mesure drastique : la captation et la diffusion de l'intégralité de ces dernières. « J'ai d'abord eu du mal à faire accepter la caméra, et depuis quelques temps, la maire a supprimé la séance de questions destinée au public. » « Cela était devenu un monologue de 15 minutes, alors qu'il était seul dans l'audience », ré-

torque Thérèse Leroux. Au cœur du désaccord entre les deux parties, la situation compliquée des agents municipaux, et la mise en place en 2014 de leur syndicat, pour réguler le conflit avec leur édile. Un audit a d'ailleurs été effectué en 2017 et, selon l'un des représentants de la CGT, l'ensemble des points du dossier restent à débattre. Pas de quoi en tout cas forcer Thérèse Leroux à la démission : « Monsieur Moreau n'est qu'un agitateur qui vit dans son petit microcosme. Il semble avoir une grande idée en tête : me faire démissionner. Pour peut-être prendre ma place ? ». Un souhait fermement démenti par le principal intéressé. **I. R. L.**